L'an deux mil seize, le **six** du mois de **décembre à 18h30** le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-Michel ANDRIUZZI, Maire.

Etaient présents : ANDRIUZZI Jean-Michel, AZAIS Magali, CRESPIY Christophe, GARCIA Jean-Marie, LECOURT Didier, MARTELLUCCI Myriam, NARDINI Carole, RIBIERE Ludovic, ROULLE René, SCHWARZ-DELRIEU Marion.

Absents excusés : BECAMEL Françoise (pouvoir à RIBIERE), FROMENT Sandrine, GERLAC Steve, , PSAUME Bertrand, VOLPELLIERE Stéphanie.

Monsieur CRESPIY Christophe a été nommé secrétaire.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 18 OCTOBRE 2016 :

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que les délibérations du Conseil Municipal du 18 octobre 2016 ont été transmises et rendues exécutoires par visa de la Préfecture le 20 octobre 2016.

Monsieur ROULLE fait plusieurs observations sur le dernier compte-rendu :

- Durée de temps de réflexion pour l'équipement WIFI
- Charte des associations
- Subvention à l'association les Etoiles de l'Espoir : une association portant le même nom existe déjà au niveau national, il propose de rajouter Montpezat.
- Mutuelle municipale : la communication annoncée a-t-elle été effective.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte-rendu de la séance du 18 octobre 2016.

VIREMENTS DE CREDITS

Objet des dépenses	Diminution sur crédits déjà alloués		Augmentation de crédits	
	Chapitre et article	sommes	Chapitre et article	sommes
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Fournitures			60628	7000.00
Entretien bâtiments			615221	5000.00
Entretien voirie			615232	3000.00
Honoraires			6226	3000.00
Dégrèvement Taxe Habitation			7391172	200.00
Virement section investissement	023	18200.00		
Virement section fonctionnement	021	18200.00		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
Terrains	2111	10000.00		
Bâtiments	21318	8200.00		

Le conseil municipal approuve les virements de crédits indiqués ci-dessus.

ATTRIBUTION DE L'INDEMNITE DE CONSEIL DU RECEVEUR MUNICIPAL

Vu l'article 97 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Considérant que Mme Virginie CHATEAU est nommée receveur municipal depuis le 1^{er} juillet 2016,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide de demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil,
- Accorde l'indemnité de conseil de Mme Virginie CHATEAU, receveur municipal, au taux de 100 % par an pour la durée du mandat,
- Précise que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité,
- Lui accorde également l'indemnité de confection des documents budgétaires.

CHARTRE DES ASSOCIATIONS

Après avoir présenté la Charte des Associations (ci-dessous) et entendu les observations de Mme MARTELUCCI et de M.ROULLE, Monsieur le Maire propose d'en rediscuter dans les questions diverses du prochain conseil municipal.

Préambule

Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association

TITRE I Article 1

"L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations".

"Il n'y a pas d'armure plus solide contre l'oppression, ni d'outils plus merveilleux pour les grandes œuvres" Pierre Waldeck-Rousseau définissait ainsi la loi du 1er juillet 1901, qui porte sa signature.

Parce que nous sommes conscients du rôle des associations, nous leur consacrons une attention particulière et essayons d'y mettre les moyens nécessaires. Nous souhaitons élaborer une véritable politique associative qui s'appuie sur des principes communs, une reconnaissance mutuelle et une vision partagée avec des objectifs à atteindre, tel est le sens de la Charte de la vie associative. Ce texte, préparé ensemble, consacre la place éminente du secteur associatif, dans toute son ampleur, sa diversité et sa liberté. Il définit les règles qui constitueront à l'avenir les principes d'actions partagés par les associations et la mairie.

C'est une avancée importante dans l'élaboration d'une relation étroite, avec le mouvement associatif, une relation fondée sur la confiance et le respect d'engagements communs.

Merci à vous tous qui avez participé avec enthousiasme et générosité à l'élaboration de ce document.

ÉDITORIAL

Aujourd'hui, le monde associatif fort de quelques millions de bénévoles au niveau national, doit jouer un rôle essentiel dans notre paysage rural.

Les associations actives participent à la construction de la société, plus solidaire et plus citoyenne. Ces associations permettent à des dizaines de milliers de personnes de se réunir afin de concrétiser leur projet. Une telle liberté fondamentale représente la capacité de tout citoyen à devenir un acteur social, de vivre une expérience de la démocratie au quotidien. Mais une association isolée, quelle que soit son efficacité, ne peut s'épanouir seule, elle doit se liquer avec d'autres structures du même champ d'action ou agissant sur le même territoire. Ainsi se forment les réseaux, les unions ou les fédérations.

La mairie, porteuse d'une véritable expression associative, est en cela un socle légitime du dialogue civil et les acteurs de l'économie solidaire.

Cette charte renforce la place incontournable des associations dans la vie quotidienne, leur utilité sociale comme pilier du "vivre ensemble", nous réaffirmons l'essentiel : servir au mieux l'intérêt général, rendre le citoyen responsable et être des créateurs de liens sociaux.

Une charte doit, sur la base d'engagements réciproques, reconnaître et renforcer des relations partenariales fondées sur des valeurs partagées, la confiance mutuelle et le respect d'identités et de légitimités différentes, dans un souci de démocratie et d'indépendance des associations; cet acte clarifie les rôles respectifs de chaque partie sur le socle d'engagements librement consentis.

Par cette charte, la Mairie de Montpezat reconnaît l'importance de la contribution associative à l'intérêt général. Pour l'avenir, les règles du partenariat inscrites dans cette charte constitueront des principes d'actions partagés par les associations et la Mairie.

LE DROIT D'EXISTER ET DE S'EXPRIMER LIBREMENT

Les associations signataires de la présente charte peuvent utiliser les différents supports municipaux de communication :

- Le site Internet de la mairie www.montpezat-gard.fr peut, par un simple lien, renvoyer les personnes qui consultent le site municipal vers celui de l'association concernée avec son accord. La rubrique agenda du site communal peut sous réserve d'en avoir eu l'information annoncer les manifestations organisées par les associations.
- Le "Petit Montpezagau" de la mairie peut lui aussi être utilisé par les associations pour annoncer les manifestations qu'elles organisent. Sous réserve de transmettre à la mairie les annonces à faire éventuellement par courriel à mairie.montpezat@wanadoo.fr.
- La réunion annuelle des "nouveaux arrivant" dans le village organisée par la mairie comporte une présentation de toutes les associations établie en concertation avec les intéressées.

Les associations peuvent également fournir la programmation de leurs animations à l'Office du Tourisme de Sommières.

L'objectif poursuivi, tant par les associations que par la municipalité, est de faire rayonner les associations et leurs activités, au-delà du seul public du village.

Il est d'ailleurs souhaitable que toutes les associations, y compris celles qui ne font pas de demande de subvention, communiquent à la mairie les éléments concernant leur bilan, leurs projets et leurs effectifs et/ou adhérents. Car ces données significatives de la « vie » de l'animation du village donnent, en terme de communication, une idée précise de l'implication des habitants ou des participants à ces activités mais aussi de la place de chacune des associations dans cette animation

LE DROIT À LA RECONNAISSANCE, AU SOUTIEN, À LA DIVERSITÉ

Les associations alimentent la démocratie et favorisent la participation des citoyens et de leurs organisations. Elles puisent leur légitimité dans l'engagement bénévole collectif, l'intérêt porté à l'espace public, la contribution active à la vie de la commune et la qualité de leurs apports au bien public. Cette légitimité ne doit pas être contestée.

Les associations, dans leur diversité, servent le plus souvent l'intérêt général par la mobilisation sociale qu'elles représentent.

Expression même d'une société ouverte, libre, laïque, contradictoire et pluraliste, la vie associative est indispensable. Elle est un espace d'apprentissage, un lieu de passage des préoccupations individuelles aux préoccupations collectives. Créatrice de culture et de richesses qui ne sont pas que matérielles, la vie associative mérite d'être reconnue d'abord pour ce qu'elle est avant même d'être soutenue pour ce qu'elle fait.

LE DROIT À L'INDÉPENDANCE

L'indépendance est une valeur fortement revendiquée par les associations. Qu'elles refusent les soutiens publics ou qu'elles souhaitent interagir avec l'action publique, leurs choix doivent être respectés.

LE DROIT À PARTICIPER À L'ACTION PUBLIQUE

Les associations, s'investissent dans beaucoup d'aspects de l'action publique. En ce sens, elles sont complémentaires de l'action des pouvoirs publics et utiles à l'atteinte des objectifs qu'ils se sont fixés.

Leur rôle ne doit être ni redouté, ni nié, ni négligé mais au contraire valorisé et considéré.

En début d'année, la réunion des associations, à partir des projets présentés (soutenus) par chacune des associations, élabore en concertation avec les organisateurs une programmation annuelle des manifestations en favorisant, dans la mesure du possible les synergies et/ou en évitant les superpositions susceptibles de mettre en concurrence les manifestations (associations).

En complément des manifestations organisées par les associations, il faudra s'attacher à programmer, l'utilisation des salles du foyer communal par les associations pour leur besoins divers ; assemblée générale, loto, fête

Cette pratique vise à permettre d'une part une vision globale de l'animation du village tout au long de l'année et, d'autre part de trouver une synergie pour une meilleure dynamisation de la vie associative.

En outre cette approche globale est de nature à favoriser la communication, tant à l'intérieur du village dans l'intérêt bien compris de ses habitants, qu'à l'extérieur de la commune pour un plus large rayonnement des associations et de la commune Montpezat.

De surcroît, cette action de d'information concertée aura pour effet d'améliorer globalement l'efficacité en conciliant au mieux les besoins et les moyens des parties signataires

LE DROIT À LA DIFFÉRENCE

Organisations non lucratives, les associations ne doivent pas être assimilées aux autres entreprises ou cantonnées sur le seul terrain des publics et des demandes insolubles. La vie associative est diverse et contradictoire par nature. Son fonctionnement génère sans cesse de nouvelles demandes. Si toutes ne sont pas recevables, toutes contribuent au débat public. Elles méritent, pour le moins, de s'exprimer et d'être écoutées.

RESPECTER LA LOI DE 1901

Toutes les associations doivent s'imposer le respect ou l'évolution concertée de leur objet social, le fonctionnement démocratique régulier de leurs instances, l'application des règles statutaires, la transparence des comptes, la gestion objective de l'information diffusée aux adhérents.

ASSUMER SES RESPONSABILITÉS

Le mouvement associatif doit concourir à la valorisation de ses adhérents et participer à leur épanouissement personnel, organiser la communication entre eux, écouter et porter loyalement leur parole, apporter des appuis techniques et méthodologiques. Ce qui doit isoler les associations fictives ou de circonstance ainsi que celles ne respectant pas les critères de démocratie, de légalité, de transparence ou abusant du statut loi 1901 pour poursuivre des visées sectaires ou mercantiles. Il doit mettre en œuvre les regroupements et les modes de représentation permettant à la Mairie de compter sur des interlocuteurs associatifs identifiés, représentatifs et structurés.

Certaines manifestations nécessitent une information/autorisation de la préfecture, de la DDE, de la mairie, par exemple pour établir un arrêté municipal, par exemple pour l'utilisation des voies publiques.

Dans ce cas de figure, les associations organisatrices doivent faire parvenir à la mairie les éléments nécessaires pour ces autorisations 2 semaines avant la date prévue pour la manifestation concernée.

Parmi les éléments à fournir pour autoriser l'organisation de ces manifestations, les associations devront joindre systématiquement copie de leur propre assurance.

PROMOUVOIR ET VALORISER L'ENSEMBLE DES RESSOURCES ASSOCIATIVES

La vie associative vaut en particulier par sa capacité à mobiliser des bénévoles : toute association doit les accueillir, les former, leur confier des responsabilités, leur proposer des tâches adaptées à leur disponibilité, leurs compétences, leurs motivations ainsi que des espaces d'expression et de valorisation.

La contribution économique et financière que représente l'action des bénévoles doit pouvoir être clairement identifiée et valorisée dans les documents financiers des associations. La mutualisation des moyens doit enfin permettre aux associations de mieux gérer le potentiel existant, la mise à disposition à titre gracieux, tant de matériel de matériel communal que de salle fait l'objet d'un état des lieux à la sortie du matériel ou à la prise en charge de la salle signé par un représentant de l'association et de la mairie. La même opération est effectuée au retour du matériel ou à la remise des clés de la salle à la mairie.

Les associations s'engagent, à partir du constat établi comme prévu ci-dessus, à rembourser à la mairie la remise en état du matériel dégradé voire à remplacer le matériel perdu, à effectuer la remise en état ou au propre de la salle utilisée. Les associations s'engagent à signer la convention d'utilisation du foyer communal.

S'ATTACHER À LA LISIBILITÉ DU PROJET ASSOCIATIF

Les associations doivent rendre leurs projets clairs et lisibles avec une exigence d'information de leurs adhérents et de leurs partenaires.

Dans le cadre d'une gestion désintéressée, elles doivent mettre en œuvre une éthique du financement des activités associatives dans le souci du meilleur usage des fonds publics et rechercher la diversification de leurs ressources. Elles doivent s'attacher à la transparence financière vis-à-vis des adhérents et des bénévoles, des donateurs et des pouvoirs publics en garantissant le contrôle dans la gestion et l'emploi des ressources.

Les associations qui font une demande de subvention auprès de la mairie doivent, à l'appui de leur demande, fournir d'une part un bilan d'activité de l'année écoulée ainsi que leur "effectif" et/ou nombre d'adhérents et d'autre part elle doivent présenter le ou les projets de l'exercice en cours qui justifient leur demande de subvention.

Les demandes de subvention doivent parvenir à la mairie avant le 05 Mars de l'année afin que les propositions faites par la commission des finances au regard de l'ensemble des demandes puissent être examinées par le conseil municipal qui validera le budget.

LA LÉGITIMITÉ DE DÉCIDER DANS LE RESPECT DES ENGAGEMENTS

La Mairie fonde sa légitimité sur le suffrage universel et la démocratie de ses institutions. Elle assume la responsabilité de ses choix devant les électeurs. Elle a donc toute légitimité pour orienter les politiques publiques, arbitrer les débats et prendre les décisions qui engagent l'action publique et lui allouent les moyens, au nom de l'intérêt général. Ce droit ne doit pas lui être contesté mais, dans ses relations avec le mouvement associatif, ses décisions doivent s'inscrire dans la concertation et le respect des accords passés.

LE DROIT DE PRIVILÉGER DES ORIENTATIONS, DES PRIORITÉS D'INTERVENTION EN APPELANT LA CONTRIBUTION DES ASSOCIATIONS

La Mairie doit se montrer attentive à l'évolution de la demande sociale et ouverte aux propositions des associations. Affirmer le rôle de la Mairie vis-à-vis des associations, c'est renforcer la démocratie, les associations doivent être sollicitées pour contribuer, si elles le souhaitent, à leur mise en œuvre.

LE DROIT DE CONTRÔLER DANS LE RESPECT DES ACCORDS PASSÉS

Bénéficier de financements publics contraint légitimement les associations à rendre compte de leur utilisation. Les pouvoirs publics en retour ont toute légitimité à exercer leur contrôle. Mais leur pouvoir d'investigation doit respecter l'indépendance des associations.

LE DROIT D'ÉVALUER

L'évaluation n'est pas le contrôle; elle est la mesure des résultats des actions engagées au regard des objectifs et des critères définis préalablement et d'un commun accord. La meilleure évaluation est celle qui est définie et menée à bien conjointement entre acteurs publics et acteurs associatifs.

Promouvoir et faciliter l'engagement bénévole, civique et social de tous, sans distinction d'âge, de sexe ou d'origine sociale.

Respecter l'esprit du contrat associatif de la loi de 1901 en s'interdisant de recourir à des associations fictives ou de circonstance pour contourner le mouvement associatif authentique. Donner une véritable place aux associations dans les instances de consultation, de concertation et d'évaluation.

Les moyens et méthodes nécessaires au soutien et au développement de la vie associative sont aujourd'hui insuffisants ou mal adaptés pour qu'elle remplisse au mieux son rôle de mobilisation, d'équilibre et de médiation entre l'État, les collectivités territoriales, les services publics, les forces du marché et les citoyens.

La Mairie, pour sa part, s'engage à :

La Mairie s'engage à soutenir concrètement la vie associative

Promouvoir et faciliter l'engagement bénévole, civique et social de tous, sans distinction d'âge, de sexe ou d'origine sociale.

Respecter l'esprit du contrat associatif de la loi de 1901 en s'interdisant de recourir à des associations fictives ou de circonstance pour contourner le mouvement associatif authentique.

Donner une véritable place aux associations dans les instances de consultation, de concertation et d'évaluation.

Organiser les relations avec les associations, en s'appuyant sur des interlocuteurs référents et des modes de concertation appropriés.

La mise en œuvre de la Charte pourra être évaluée tous les deux ans. Ce qui permettra de vérifier la cohérence des actions entreprises et leur validité. Il constituera une garantie de visibilité et de transparence, en même temps qu'une aide à la négociation et à la décision.

La présente charte est applicable par les signataires à compter de la date de leur signature.

Elle pourra être modifiée à la demande motivée des parties signataires, et sera adaptée à chaque renouvellement du conseil municipal.

Les signataires conviennent ensemble qu'à sa création sur le village, une nouvelle Association pourra, si elle le souhaite, adhérer à la présente charte.

AMENDES DE POLICE 2017

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil municipal qu'il est nécessaire de déposer un dossier auprès du Conseil Départemental au titre des amendes de police 2017.

Il demande aux conseillers de bien vouloir déterminer les travaux à effectuer.

Après délibération, le conseil décide à l'unanimité :

- De faire réaliser une étude par un cabinet afin de régler le problème de stationnement rue de Nîmes :	5000 € TTC,
- De sécuriser 3 voies communales en posant des dos d'âne type coussin Berlinois :	
o rue de Nîmes face à la ZAC du Grès :	1509.60 € TTC,
o Au milieu du chemin de St Cômes :	1509.60 € TTC,
o rue de Sommières (au niveau maison Marcatand) :	1509.60 € TTC,
- De mettre des panneaux de signalisation à des endroits dangereux :	
o A l'intersection des chemins de St Cômes et Parignargues :	723.60 € TTC,
o Impasse de la Coste (voie sans issue) :	276.24 € TTC
- De mettre en place un trottoir de cheminement sécurisé pour les piétons souhaitant se rendre à l'abribus rue de Nîmes :	17000.00 € TTC,
- De poser des panneaux STOP:	
o au carrefour rue des Platanes / Place des Platanes,	
o Chemin du Stade vers D522,	
o Chemin de Font Mounière vers D522,	
o Chemin du Plan vers D999	
pour un total de	1933,68 € TTC
- D'installer un nouvel abribus Impasse du Grès :	3600 € TTC.

L'ensemble du projet s'élève à 35 000 € (10% d'imprévus).

ECHANGE TERRAINS DIAZ/COMMUNE - MODIFICATIF

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil municipal que le 8 décembre 2015 le conseil municipal a délibéré pour un échange de terrains entre M. et Mme DIAZ et la commune de Montpezat concernant les parcelles :

- Appartenant à M. et Mme DIAZ :
 - o A 309 de 1916 m2
 - o B 759 de 195 m2
- Et la parcelle communale B 612 de 3890 m2

Les superficies déclarées étant inégales, la différence sera réglée sous forme de soulte d'un montant de 355.80 € payable le jour de la signature de l'acte chez Me GADEL.

De plus le lot A de la parcelle B 759 et la surface nécessaire de la parcelle B 1592 seront classées chemin communal dans le document d'urbanisme de la commune.

Après délibération, les membres du conseil acceptent le montant de la soulte et donnent tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer les actes notariés et tout document relatifs à cet échange.

LOYERS LOGEMENTS COMMUNAUX

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil municipal qu'à compter du 1^{er} janvier 2017 il est nécessaire de réactualiser les loyers des logements communaux.

Après délibération, le conseil (Mme Martellucci ne participe pas au vote) décide d'augmenter les loyers en fonction de l'indice du coût des loyers du 3^{ème} trimestre 2016 (125.33 / 0.06 %) :

	Ancien loyer	nouveau loyer
RIVAUD Betty	565.11 €	565.42 €
KOVACS Nicolas	495.10 €	495.37 €
MARTELLUCCI	528.11 €	528.40 €
TAHRI	577.12 €	577.46 €
CHIETERA	380.08 €	380.30 €
BRUNEL	250.05 €	250.20 €
ROYO	700.00 €	700.42 €

MOTION DES MAIRES DU GARD CONTRE LE TRANSFERT OBLIGATOIRE DES COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT AUX EPCI

Le conseil approuve la motion des Maires du Gard suivante présentée par Monsieur le Maire :

Les maires du Gard ont exprimé leur mécontentement et leur inquiétude lors d'une réunion d'information sur le transfert obligatoire des compétences de l'eau et de l'assainissement aux établissements publics de coopération intercommunales.

Ce transfert de charges est inadapté, surtout dans les zones rurales et de montagne, où les services d'eau distribuent une eau potable à coût maîtrisé, gérée directement et bénévolement par eux.

L'AMG s'inquiète du transfert des compétences en bloc, et notamment du transfert obligatoire dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, non basé sur le volontariat des communes.

L'Association des Maires et des présidents d'EPCI du Gard appelle à :

-Respecter les communes et les maires, premier échelon de proximité de notre démocratie, indispensables à la cohésion sociale en milieu urbain, périurbain et dans les zones rurales.

-Conforter le principe de subsidiarité, les transferts volontaires, le choix du mode de gestion(en régie ou non) des compétences notamment pour l'eau et assainissement. Les élus rappellent leur attachement à la libre détermination de leurs projets de développement et d'aménagement.

-Demande le rétablissement de la notion d'intérêt communautaire, c'est à dire la possibilité laissée aux élus de décider localement du transfert de telle ou telle compétence et le libre choix du moment opportun dudit transfert.

Les maires alertent ainsi les parlementaires sur les dérives de la loi NOTRe qui vise à effacer la commune, par le transfert obligatoire des compétences, et la proximité sans en mesurer les incidences sur la cohésion sociale et la qualité des services rendus aux habitants.

Il faut faire confiance au sens de la responsabilité des élus locaux, qui sont pleinement résolus à prendre toutes les initiatives utiles pour améliorer l'efficacité de la gestion publique locale.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT EN CHARGE DE LA FONCTION D'INSPECTION (ACFI)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment en son article 25,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion du Gard en date du 17 juin 2016, portant sur l'adoption d'une nouvelle convention du Service de Prévention des Risques Professionnels,

Vu les avis favorables unanimes du comité technique en date du 16 juin 2016,

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le Centre de Gestion par délibération du 17 juin 2016 a décidé la mise en place d'une nouvelle convention qui permet la mise à disposition d'un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité (ACFI) auprès des collectivités. Son objectif est de simplifier l'accès aux prestations du Service Prévention des Risques Professionnels et de regrouper les missions de conseil et d'inspection au sein d'une convention unique. Les ACFI ont pour mission de contrôler les conditions d'application des règles définies en matière d'hygiène et de sécurité du travail dans la Fonction Publique Territoriale et de proposer à l'autorité territoriale :

- D'une manière générale, toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels,
- En cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaire.
- Cette disposition émane du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié (article 5). Ce texte prévoit en effet l'obligation pour toutes les collectivités de planifier une inspection des lieux de travail et la possibilité de confier cette mission au Centre de Gestion du Gard.

Le conseil municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE :

ARTICLE 1 :

- De demander le bénéfice des prestations proposées par le Centre de Gestion,
- D'autoriser Monsieur le Maire à conclure la convention correspondante avec le Centre de Gestion annexée à la présente délibération,
- De prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité.

ARTICLE 2 : Monsieur le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DELEGATION DE COMPETENCE DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE : ACTION EN JUSTICE

Monsieur le maire indique aux membres du conseil municipal que, par délibération en date du 3 avril 2014, le conseil municipal avait donné délégation de compétence au Maire.

Une précision complémentaire doit être apportée à l'article 15 autorisant le Maire au nom de la commune à intenter des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle concernant tous les domaines.

Après délibération, les membres du conseil approuvent à l'unanimité les modifications apportées à l'article 15.

DECLASSEMENT ET CLASSEMENT DE VOIES

Monsieur le Maire expose au conseil municipal :

Vu le code de la voirie routière et notamment l'article L 141-3,

Vu la réception des travaux d'aménagement du carrefour giratoire à l'intersection des RD 999 et RD 22,

Vu le projet de déclassement partiel de la RD 999 et son classement dans la voirie communale proposé par le conseil départemental,

Considérant qu'à la suite des travaux d'aménagement du carrefour giratoire précité, un tronçon de la RD 999, compris entre les PR 41+0311 et 41+0416, a été dévié,

Considérant que la section de RD 999 non déviée ne dessert plus aujourd'hui qu'une habitation riveraine et un terrain privé et qu'elle se termine en impasse,

Considérant que la section à déclasser a été remise en état par le conseil départemental,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Demande le déclassement de RD 999 entre les PR 41+311 et 41+416 (partie non déviée située au nord de la RD999 actuelle, sur une longueur de 105 m.
- Approuve le transfert de domanialité du domaine public départemental dans le domaine public communal,
- Décide que la section transférée sera dénommée « les Baraques » et portera le n°13 dans le tableau de classement des voies communales,
- autorise le Maire pour procéder aux formalités nécessaires et signer tous actes et pièces s'y rapportant.

MISE A JOUR DU TABLEAU DE CLASSEMENT DES VOIES COMMUNALES

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'il souhaite le classement des voies communales *et la mise à jour du tableau de classement des Voies Communales.*

Les voies :

- Impasse Coste Salade 60m x 5 m (rue Coste Salade / parcelle B1888)
- Chemin station d'épuration 300m x 3m (chemin de Calvisson / station)
- Chemin de St Cômes 600m x 4.50m (chemin de Parignargues / chemin de Calvisson)
- Chemin de la bergerie 100m X 4m (chemin de St Cômes / parcelle B1699)
- Chemin de la Coste 350m x 4m (RD 22 /rue de Nimes)
- Chemin du Gérancieux 350m x 4m (rue des Ecoles / parcelle B806)
- Chemin des Dougues 300m x 4m (rue de Sommières /chemin de Calvisson)
- Chemin rural de Calvisson 400m x 5m (chemin des Dougues / parcelle C722)
- Chemin rural « les Veyrunes » 400m x 4m (D999 / parcelle A603)
- Place du 14 juillet 800m2
- Place Marceau DALGON 250m2

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **précise** que le classement des Voies Communales envisagé(e) ne portera pas atteinte aux fonctions de desserte et de circulation assurées par ces voies qui resteront ouvertes à la circulation publique.

- **demande** le classement de ces chemins dans les voies communales, conformément aux dispositions de l'article L 141-3 du code de la voirie routière)
- **demande** la mise à jour du tableau de classement des Voies Communales.
- **autorise** le Maire pour procéder aux formalités nécessaires et signer tous actes et pièces s'y rapportant.

QUESTIONS DIVERSES :

Monsieur le Maire donne les informations suivantes :

En ce qui concerne le PLU dans son rapport le commissaire enquêteur a émis un avis favorable, ce rapport sera présenté au conseil fin janvier. Il est mis en ligne sur le site de la mairie.

Pour le Téléthon plus de 1000 € ont été collectés, cette journée a également permis le nettoyage du clocher de l'église et la prise d'images par un drone.

Monsieur le Maire indique n'avoir aucune nouvelle de l'opération SFR.

Madame MARTELLUCCI fait remarquer que la date de mutualisation était avant le 10 décembre.

En ce qui concerne la Loi sur l'eau dont dépend la réalisation de certains projets dont la maison en partage le dossier n'est pas encore déposé, peut-être en décembre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 H 35.